

Annexe 1bis° Le putsch de Pierre Buyoya le 3 septembre 1987

Communiqué de l'Etat-major général des forces armées burundaises

Source : Le Burundi en Images n°82 septembre 1987, p. 4

**COMMUNIQUE  
DE L'ETAT  
MAJOR GENERAL  
DES FORCES  
ARMEES  
BURUNDAISES**

Tout le monde le sait, le régime de l'ex-président BAGAZA a été illustré par des promesses mirobolantes et de piètres réalisations. Il s'agissait d'un régime dictatorial qu'un homme commençait à forger malicieusement. En effet, nul n'ignore que le président BAGAZA se muait lentement mais sûrement en un dictateur invétéré, cumulant à lui seul titres et fonctions et violant délibérément la constitution qu'il avait lui-même promulguée.

Face à une telle situation, un changement salutaire était nécessaire. C'est ainsi que les Forces Armées Burundaises associées aux forces vives de la nation ont décidé en date du 3 Septembre 1987 de prendre en main la situation afin de sauver le pays de la dérive.

C'est à 17 h40'(15 h40' GMT) qu'un communiqué de l'Etat-Major Général des Forces Armées Burundaises a été diffusé.

Il est libellé comme suit:

A dater de ce jour, le 3 Septembre 1987, les Forces Armées Burundaises associées aux forces vives de la nation ont analysé la gravité de la situation instaurée par le régime de M. BAGAZA et ont pris les dispositions suivantes:

1. M. BAGAZA est démis de ses fonctions de Président du Parti, de l'Etat, de Gouvernement et de Commandant Suprême des Forces Armées.

2. La Constitution est suspendue.

3. Le Comité Central du Parti UPRONA est dissous.

4. Le Gouvernement de BAGAZA est destitué.

5. L'Assemblée Nationale est dissoute.

6. Il est instauré un Comité Militaire pour le Salut National présidé par le Major Pierre BUYOYA.

7. Ce Comité demande à tous les citoyens de garder le calme, de veiller à la sécurité de la nation.

8. Les voies de communication, les aéroports et les frontières sont fermés.

9. Les Directeurs Généraux régleront les affaires courantes dans leurs ministères. Les gouverneurs de provinces et les Premiers Secrétaires Nationaux et Provinciaux du Parti continueront à assumer leurs fonctions.

10. Il est instauré un couvre-feu à partir de 19 heures jusqu'à 5 H 30' du matin.

11. Les fonctionnaires et les agents du secteur public et privé doivent vaquer à leurs occupations comme à l'accoutumée.

12. Les relations et les accords qui liaient le Burundi aux autres pays, en particulier les pays voisins, continueront à être respectés.

GIRA AMAHORO!

## **Déclaration du Président du Comité Militaire pour le Salut National le Major Pierre Buyoya**

En date du 05 Septembre 1987, le Président du Comité Militaire pour le Salut National, le Major Pierre BUYOYA a fait une déclaration où il expose toutes les raisons qui ont motivé le renversement du régime BAGAZA.

PEUPLE BURUNDAIS,

Vous le savez déjà, les Forces Armées Burundaises, en accord avec les forces vives de la nation, ont décidé, ce Jeudi le 03 Septembre 1987, de sauver le pays de la dérive dans laquelle l'avait engagé le régime BAGAZA.

Ce faisant, nous n'avons fait qu'assumer notre devoir de patriotes lorsque la patrie en danger nous y appelle. Nous l'avons fait dans le calme et la dignité qui caractérisent notre peuple.

Les raisons qui ont motivé notre action sont multiples et l'on pourrait, presque mot à mot, les retrouver dans la Déclaration qui a justifié, il y a 11 ans, la chute de la 1ère République.

En effet, alors que dans cette Déclaration, il avait été stigmatisé : "l'appropriation par une seule personne de tous les pouvoirs de l'Etat et du Parti, le blocage des institutions, la violation constante de la constitution à peine promulguée ; l'incohérence d'une politique économique favorisant particulièrement la croissance d'une classe de fonctionnaires et privés tant nationaux qu'étrangers rompus aux techniques de la spéculation, de la cor-

ruption et de la fraude,..." force nous est de constater qu'après seulement quelques années, le régime de la 11è République était retombé dans les mêmes errements.

L'ex-Président BAGAZA ne se contentait plus seulement de collectionner titres et fonctions, il empiétait systématiquement sur les prérogatives des autres institutions qu'il avait lui-même mises en place.

Le dialogue amorcé au début de son régime a rapidement dégénéré en une concentration autoritaire de pouvoirs entièrement délibérée car il s'était entouré d'hommes incompetents à des postes clefs tant civils que militaires, ce qui l'amenait à prendre des décisions incohérentes et précipitées rendant ainsi aléatoire la conduite des affaires de l'Etat.

Le refus systématique de la critique et de l'auto-critique, fondements de notre Parti UPRONA, devait le conduire à se méfier de ses rares collaborateurs valables.

Pareil comportement ne pouvait qu'aboutir à une politique intérieure et extérieure aventureuse faisant planer constamment un climat d'incertitude et d'inquiétude sur la population.

L'effritement conséquent de la confiance du peuple dans son Président commençait à montrer des signes inquiétants de démobilisation politique par manque d'intérêt et une peur savamment nourrie



*Son Excellence le Major Pierre Buyoya, Président du Comité Militaire pour le Salut National*

par une oligarchie repue, arrogante et d'une prétention sans bornes.

L'exaspération des querelles religieuses stériles entraînant une cascade de mesures irréfléchies désorientait complètement la population. Le caractère répétitif, obsessionnel et surprenant de ces décisions était en fait devenu un alibi pour masquer les autres insuffisances et incohérences du régime.

Le favoritisme était redevenu la règle dans la nomination aux postes de responsabilités, faisant fi de tout critère objectif de compétence et d'honnêteté, quand ce n'était pas purement et simplement la vacance prolongée de postes clés, dans l'attente d'un candidat privilégié.

Pareilles conditions

contribuaient à créer une pépinière pour la corruption et la concussion si néfastes au développement d'un Pays aux moyens modestes comme le nôtre.

Le climat d'insécurité gagnait du terrain sur le plan intérieur qu'extérieur. Le nombre de détentions préventives trop prolongées et même arbitraires dans des conditions parfois inhumaines croissait de jour en jour.

Les Forces Armées ne pouvaient donc pas rester les bras croisés. Ils se devaient d'agir sans tarder pour restaurer la confiance et le sentiment de sécurité, la paix dans vos coeurs et dans vos foyers.

En l'absence d'une politique coordonnée de lutte contre la criminalité, des bandes de malfaiteurs s'en

donnaient à coeur joie dans des attaques nocturnes contre les domiciles et magasins de paisibles citoyens. La lenteur dans les jugements et leur exécution tant décriée par la population a d'autant plus contribué à entretenir ce sentiment de frustration et d'injustice que certaines interventions portaient gravement atteinte au fonctionnement normal des institutions judiciaires.

Les anciennes pratiques de monnayer tout service public ont resurgi avec plus de vigueur. Malgré l'extension des infrastructures judiciaires, l'accès à la justice pour faire reconnaître ses droits légitimes a continué à être subordonné au versement des pots-de-vin à de multiples échelons.

Les prestations médicales comme l'obtention de pièces administratives n'échappaient pas au même marchandage malgré l'effort de décentralisation des différents services publics.

L'insécurité dans l'emploi aussi bien pour les cadres que pour les agents civils et militaires, devenait un cauchemar pour les milliers de serviteurs de l'Etat en possession de toutes leurs aptitudes physiques et intellectuelles.

Les révocations ouvertes ou larvées, les retraites anticipées, les fins de terme prématurées arbitrairement décidées étaient érigées en mode de gouvernement.

Le cortège de tous ces fléaux faisait que l'unité nationale si laborieusement retrouvée était sérieusement minée de l'intérieur malgré les apparences trompeuses met tant ainsi en danger la paix, préalable de tout développement continu.

Chers compatriotes,

Enclavé, le Burundi, par définition, dépend pour sa fiabilité de ses bonnes relations avec l'étranger, spécialement avec nos voisins.

Ceci suppose l'entretien de relations claires et mutuellement avantageuses. Un langage flou laissant planer des doutes et même des soupçons sur la politique de notre pays a conduit à privilégier le verbe politique sur l'efficacité dans la recherche des moyens pour un développement harmonieux de notre pays.

Les violations de certaines libertés fondamentales pourtant garanties par notre constitution ont particulièrement contribué ces dernières années à ternir à nouveau l'image de marque de notre pays. Cette image, nous étions pourtant patiemment parvenus à la redorer après des années d'obscurité. Avec certains pays amis, nos relations étaient devenues tellement crispées

que nos diplomates ne savaient plus où donner de la tête.

La dégradation des relations extérieures, les campagnes de presse télé-guidées ont créé un climat général d'antipathie et de méfiance qui a conduit à une baisse grave de l'aide publique au développement reçue des pays amis avec comme corollaire le relâchement de l'intérêt des étrangers à investir chez nous pour épauler l'effort national aux ressources limitées. Et cela, malgré l'existence des programmes ambitieux mais légitimes.

Faisant croire que l'on se tournait vers la croissance auto-entretenu en comptant sur ses propres moyens, le régime Bagaza a prétendu développer l'esprit d'entrepreneur national. Malgré la création des fonds de soutien aux initiatives nationales, le secteur privé productif a évolué peu avec, comme trait caractéristique, la prédominance des étrangers opérant déjà seuls ou en association avec une infime minorité de nationaux. Il y a lieu, de citer l'état de dégradation des centres de négoce et de commerce, seuls points de concentration des commerçants nationaux.

Le secteur agricole est et restera encore longtemps la base de notre développement. Mais malgré l'importance des ressources financières et humaines y allouées, la misère

et la malnutrition n'ont cessé de s'étendre dans le milieu rural. Cette situation a poussé de plus en plus de jeunes à fuir la campagne dans la vaine tentative de trouver du travail et des conditions de vie plus décentes en milieu urbain.

L'encadrement des agriculteurs et des éleveurs est défaillant, alors que des efforts importants ont été consentis pour former des techniciens en nombre suffisant. Laissés à eux-mêmes, sans directives ni programmes clairs et contrôlés, sans moyens adéquats, les agents de terrain n'ont pas pu remplir la mission de modernisation du monde rural qui leur était confiée. Et si quelquefois la production augmentait, grâce au labeur de notre peuple et à la clémence des conditions climatiques, le régime de BAGAZA s'est contenté de faire des déclarations triomphalistes faisant croire à une autosuffisance alimentaire effective, au lieu de créer les conditions nécessaires pour stimuler la production de façon durable.

Malgré une base étendue de la taxation, les recettes de l'Etat n'ont pas atteint le niveau souhaité. La cause essentielle de cette basse performance est le mal de la corruption qui a sévi spécialement dans ce domaine, même si malheureusement elle n'a épargné aucun secteur de la vie nationale.

Par ailleurs, on observait ces derniers temps un retour au laxisme dans la gestion des biens et des fonds tant dans les administrations que dans les entreprises publiques. En effet, celles-ci se géraient de plus en plus contre tout respect des organes statutaires de gestion et de contrôle, tels que les conseils d'administration ou de gestion et les commissaires aux comptes.

Au niveau de la jeunesse, l'absence d'un programme consistant d'encadrement utile pour le développement a accentué le désœuvrement, le banditisme et d'autres maux qui, pourtant étaient constamment décriés par différents séminaires et colloques. Les corollaires de ces fléaux sont bien connus: les jeunes, en particulier dans les centres urbains, commençaient à s'adonner à la drogue, à l'alcoolisme et à d'autres formes de criminalité. Le seul recours, inopérant du reste, était devenu la répression de ces jeunes qui sont le Burundi de demain.

Chers Compatriotes,

Il fallait redresser la situation avant qu'il ne soit trop tard. Nos Forces Armées alliées aux autres forces vives de la Nation ont décidé d'accomplir cette mission salutaire dans l'intérêt du peuple Burundais et a mis fin au régime de Monsieur BAGAZA.

Dorénavant, le peuple doit être consulté pour être bien dirigé. Le dialogue, la critique et l'autocritique au sein du Parti UPRO-NA devront guider la conduite du pays.

Il faut que le peuple retrouve la confiance en lui-même pour s'atteler sans inquiétude à la tâche combiennardue de la lutte pour le développement.

La définition de notre politique socio-économique du Pays sera le résultat d'une consultation populaire, continue et large. Nous sollicitons le soutien de nos amis pour réussir notre pari.

C'est pourquoi, notre politique étrangère se base sur les principes directeurs qui ont toujours guidé nos relations avec l'étranger, notamment le bon voisinage, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le non-alignement positif, la coopération internationale et le soutien aux mouvements authentiques de libération.

Les engagements internationaux du BURUNDI resteront entièrement respectés.

La sécurité des étrangers sera garantie, nous leur demanderons de respecter nos options et de ne pas agir en contradiction avec nos lois.

La liberté de culte sera garantie.

En attendant la réorganisation des structures de l'Etat et du Parti, il a été créé un Comité Militaire pour le Salut National, instance suprême de l'Etat et composé des Officiers suivants:

#### COMPOSITION DES MEMBRES DU COMITE MILITAIRE POUR LE SALUT NATIONAL

- Président : 1.-Major Pierre BUYOYA  
Membres : 2.- Lieutenant-Colonel Edmond NDAKAZI  
3.- Lieutenant-Colonel Gervais NDIKUMAGENGE  
4.- Lieutenant-Colonel Gédéon FYIROKO  
5.- Lieutenant-Colonel Jean-Baptiste MBONYINGINGO  
6.- Lieutenant-Colonel Jean-Claude NDIYO  
7.- Lieutenant-Colonel Aloys KADOYI  
8.- Lieutenant-Colonel Athanase NZIYUMVIRA  
9.- Major Etienne SINDIHEBURA  
10.- Major Didace NZIKORURIHO

- 11.- Major Gérard CISHAHAYO
- 12.- Major Simon RUSUKU
- 13.- Major Léonidas MAREGAREGE
- 14.- Major Michel MIBARURWA
- 15.- Major Lucien RUFYIRI
- 16.- Major Bernard KABWARI
- 17.-Major Jean NIYONGABO
- 18.- Major François BIZINDAVYI
- 19.- Major Jean BIKOMAGU
- 20.- Commandant Lazare GAKORYO

- 21.- Commandant Evariste NIYUNGEKO
- 22.- Commandant Cyrille ZIHABANDI
- 23.- Commandant Charles NTAKIJE
- 24.- Commandant Pascal SIMBANDUKU
- 25.- Commandant Séverin NJEJIMANA
- 26.- Commandant Aloys SEMUJANGARI
- 27.- Commandant Georges MUKORAKO
- 28.- Commandant Sylvestre NINGABA
- 29.- Commandant Bernard BIJONYA
- 30.- Commandant Daniel NENGERI
- 31.- Commandant Gérard HAZIYO



*Photo de famille des membres du Comité Militaire pour le Salut National.*

On peut se réjouir déjà que ce message soit plein de promesses ; promesse du dialogue, de la critique et de l'autocritique qui vont guider la conduite du pays.

Maintenant que la confiance est retrouvée, le peuple burundais va renouer avec ses traditionnelles valeurs en l'occurrence le travail et la discipline pour lever le défi du sous-développement.

Scandons à l'unisson :  
Longue vie au Comité Militaire pour le Salut National et son Président le Major Pierre BUYOYA pour que règne la paix et que la justice sociale soit effective au Burundi.